

CONFÉRENCE DES AMBASSADEURS : une démonstration de la duperie du macronisme.



Cap vers l'Europe et droit dans le mur ! La "Conférence des ambassadeurs" est devenue un véritable supplice pour nombre de diplomates chevronnés, qui sont contraints d'écouter poliment les incantations de Macron, aussi puérides et narcissiques que profondément contraires à nos intérêts nationaux.

Tenue à Paris du 27 au 31 août 2018, la 26^{ème} édition de la conférence des ambassadeurs, qui rassemble chaque année les quelque 200 chefs de mission diplomatique, a tristement illustré la "gouvernance macroniste", exercice profondément déprimant, teinté de contradictions perpétuelles et d'arrogance princière.

1 - La fiction : une autonomie stratégique européenne

L'axe principal de l'actuelle diplomatie française est bien entendu l'Europe. Ce mot a été mentionné 131 fois dans le discours d'Emmanuel Macron aux ambassadeurs, contre seulement 72 mentions de la France. En pleine célébration narcissique de lui-même, le chef de l'État a rappelé son discours de la Sorbonne, et a parlé comme s'il était sérieusement convaincu de pouvoir dicter à l'Europe sa politique. Adepte de la méthode Coué, Macron martèle ses objectifs et transforme par un discours ses échecs en succès. Il affirme sans sourciller que « nous avons déjà obtenu de premiers résultats en matière de défense, en matière de travail détaché, en matière de convergence sociale et fiscale, de politique commerciale ». Peu lui importe que ces « résultats » se limitent à un ridicule fonds européen de défense de quelques millions d'euros par ans, une [réforme en trompe l'œil](#) du travail détaché, une casse sociale et un déficit commercial croissant.

Dans un éclair de lucidité, il a lancé « je ne crois pas très sincèrement aujourd'hui que la Chine ou les États-Unis d'Amérique pensent que l'Europe est une puissance avec une autonomie stratégique comparable à la leur ». Face

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
à cette évidence, qui devrait entraîner une sérieuse remise en cause de la politique menée depuis 40 ans, Macron ressasse la nécessité d'une « souveraineté européenne », comme si un oxymore pour slogan pouvait résoudre une contradiction comme politique.

En conclusion Macron livre sa vision de la France : « *une puissance médiatrice, une puissance diplomatique, militaire, culturelle, éducative, nationale...* », rajoutant l'incontournable épithète qui contredit toutes les autres : « *...et européenne* ».

2 - La réalité : baisse des moyens et mépris des diplomates

Mais au-delà des mots ronflants, quels sont les moyens mis en œuvre par Macron pour remplir tous ces objectifs ?

Pour comprendre la réalité des moyens qui vont être dévolus à notre diplomatie, c'est au discours du Premier ministre aux ambassadeurs qu'il faut s'intéresser. Car comme le dit Edouard Philippe lui-même, « *avoir de l'ambition, c'est bien. Il en faut. Mais en avoir les moyens, c'est bien aussi* ».

Que propose-t-il donc ? Rien de moins qu'une baisse de 10% de la masse salariale d'ici 2022. Le Quai d'Orsay est ainsi sommé de réaliser en 3 ans le même effort que sur les quinze dernières années, au prix d'une réduction sensible de la voilure diplomatique. Ce qui n'est évidemment pas sans conséquence sur notre baisse d'influence dans le monde.

Dans une prétendue « contrepartie », le Premier ministre a annoncé que les ambassadeurs piloteraient désormais les fonctions supports de l'ensemble des réseaux de l'État à l'étranger (y compris les services de Bercy, de la Défense, du ministère de l'Intérieur etc.). Concrètement, cela revient à gérer les secrétaires et les chauffeurs de tous les services d'une ambassade. Ce qui semble être une bonne mesure d'harmonisation de la gestion revient en fait à confier aux ambassadeurs un hachoir plus grand pour trancher dans le vif, car c'est en grande partie sur ces fonctions que doivent porter les restrictions budgétaires.

Le Premier ministre exige que les fonctions supports passent de 30% des agents à « en deçà de 25% ». Il encourage par ailleurs la poursuite des mesures appliquées depuis plusieurs années dans le réseau diplomatique : le remplacement des expatriés par des agents de droit local et le recours accru aux contractuels, ainsi qu'une rémunération « plus incitative » (soit un salaire plus faible compensé par des primes de « performance »).

C'est ici le moment de [rappeler](#) la véritable entreprise de démolition que la diplomatie française subit depuis des années. Le Quai d'Orsay ne représente plus que 1 % du budget de l'État, il a perdu 53 % de ses effectifs en trente ans, dont un tiers au cours des dix dernières années. Une [note](#) interne révélée par *Le Monde* en juin, a indiqué que « la paupérisation de la diplomatie française » pourrait encore s'aggraver « au point de risquer le décrochage ».

Et tout cela pour quoi ? Pour économiser quelques centaines de millions d'euros, soit une goutte d'eau dans l'océan de la dette publique et une somme ridicule par rapport aux montants nets versés chaque année à la Commission européenne... Sur un claquement de doigts de Jean-Claude Juncker, la France verse à l'Ukraine ou à tel ou tel État de l'est européen des sommes bien plus importantes que celle qu'elle retire à notre diplomatie !

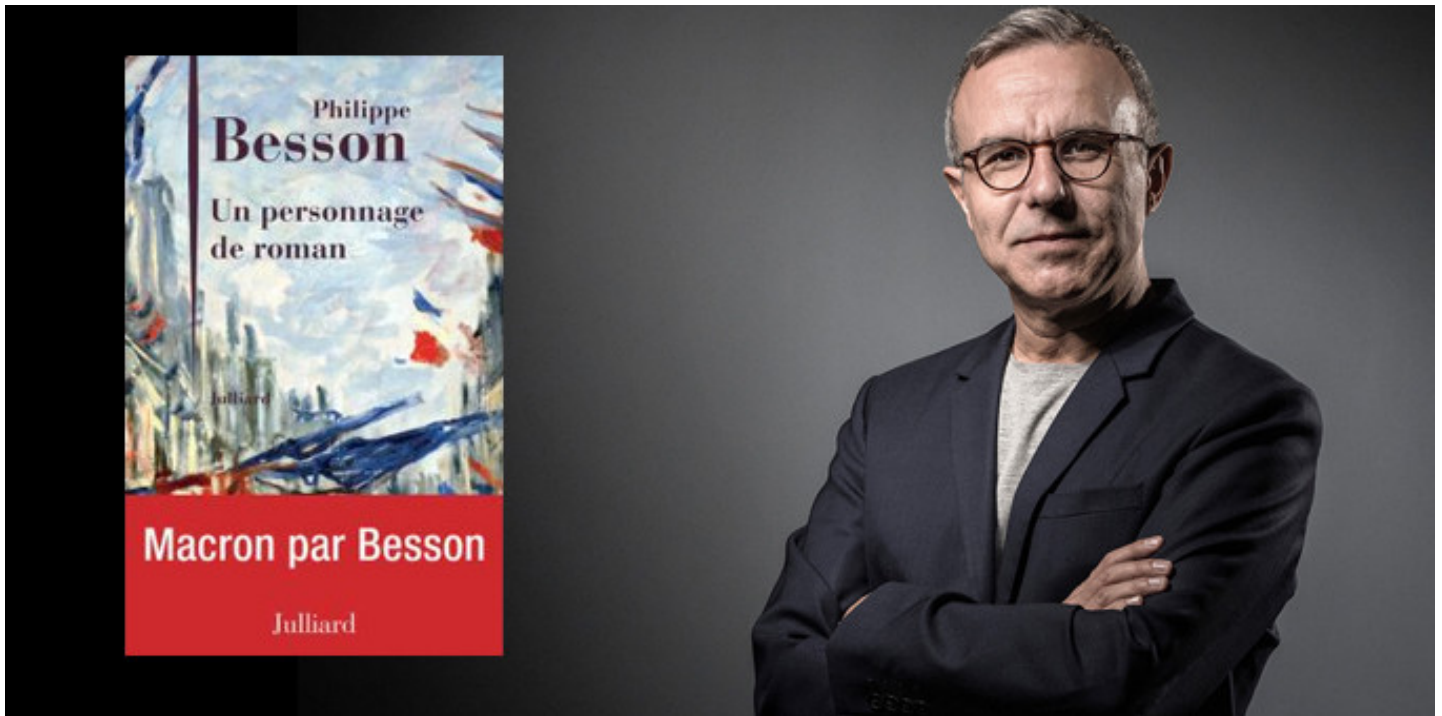
Le ministre de l'Europe et des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian a également annoncé que les moyens de l'enseignement du français à l'étranger seront « stabilisés ». Ce mot de la langue de bois macronienne signifie que la baisse de 10% des subventions de l'État à l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE), qui avait déclenché des [grèves](#) sans précédent dans les lycées français du monde entier, ne sera pas compensée. Saisi d'un énième accès de schizophrénie, le président de la République n'en a pas moins déclaré, « en même temps », qu'il souhaitait un doublement des effectifs dans les lycées français de l'étranger ! Un objectif jugé évidemment « [non réaliste](#) » par la commission des finances du Sénat, faute de moyens supplémentaires...

Cette contradiction entre les ambitions affichées et les moyens réduits révèle la logique perverse du macronisme, qui consiste à vouloir une chose et son contraire, sans assumer la responsabilité des échecs que cela engendre.

Pour couronner le tout, on apprenait en pleine conférence des ambassadeurs la [nomination](#) de Philippe Besson au poste de consul général à Los Angeles. Cet écrivain, proche de Brigitte Macron, est totalement étranger au monde de la diplomatie, et son seul fait de gloire fut d'écrire un livre hagiographique sur Emmanuel Macron, qualifié –sans rire– de « personnage de roman ».



Philippe Besson en compagnie de Brigitte Macron



Philippe Besson, cireur de pompes de Macron

Il y a encore un mois, cette nomination n'aurait pas été possible, car la nomination des consuls, contrairement à celle des ambassadeurs, ne dépendait que du Quai d'Orsay, et devait donc obéir à certains critères de parcours et de carrière sur lesquels pouvait s'exercer la vigilance des syndicats. Un [décret](#) du 3 août a modifié cette règle en listant 22 postes de Consuls généraux désormais nommés à la discrétion du gouvernement. Selon le porte-parole de l'Élysée Benjamin Griveaux, le motif officiel de ce changement de règle était de pouvoir nommer des hommes et femmes d'entreprise pour développer la diplomatie économique.

Comme le conclut un [journaliste](#) de France Culture : « **On voit peu le rapport avec Philippe Besson. Cela dit, peut-être que le secteur du cirage et de la brosse à reluire est un marché porteur du côté de Los Angeles** ». De toute évidence, l'exécutif s'est taillé des marges supplémentaires pour satisfaire la mythomanie du chef de l'État et de son entourage.

En définitive, **Macron applique à la diplomatie la désormais célèbre « méthode Benalla », qui consiste à récompenser ses proches en les nommant à des postes pour lesquels ils n'ont aucune compétence, au mépris des fonctionnaires et des hommes de métier, préférant ceux qui lui servent la soupe à ceux qui servent l'État.**

La duperie du macronisme tient plus de Tartuffe que d'un « personnage de roman ». Il est temps d'en sortir en la dénonçant pour ce qu'elle est : une destruction préméditée de la République française. Il est plus que temps de se rassembler autour de la seule alternative claire et viable : la sortie de l'UE, de l'euro et de l'OTAN.

Antoine Carthago